

Point de presse conjoint de M. François Hollande, Président de la République, et Mme Dalia Grybauskaite, présidente de la République de Lituanie, sur la présidence de l'Union européenne par la Lituanie, à Paris le 2 juillet 2013.

LE PRESIDENT : « Mesdames et Messieurs, j'ai reçu la présidente de Lituanie, en sa qualité, mais aussi comme présidente de l'Union européenne pour six mois.

Nous avons avec Dalia de bons rapports, que nous avons noués, au cours de la dernière année, dans les Conseils européens. J'apprécie beaucoup son expérience auprès de la Commission européenne, puisque quelle a été membre de la Commission et aujourd'hui comme chef de l'Etat, participant au Conseil européen.

Nous avons évoqué les sujets de la prochaine réunion de l'Europe pour les six prochains mois, c'est-à-dire, essentiellement, l'application du cadre financier dont le Parlement sera saisi dans les prochains jours, pour une approbation qui peut venir juridiquement au mois de septembre. Il est très important que la présidence lituanienne puisse mettre en œuvre, avant même que le cadre financier soit applicable, les grands programmes, notamment pour la politique agricole commune, mais aussi pour les programmes d'infrastructures, de façon à ce qu'aucun temps ne soit perdu. De la même manière, nous souhaitons que cette présidence, ce semestre, puisse être utilisée pour préparer le programme pour l'emploi des jeunes. D'ailleurs, demain, nous serons ensemble à Berlin pour évaluer nos politiques en matière de lutte contre le chômage des jeunes et pour préparer, anticiper, ce que peut être la « garantie jeune » qui est inscrite dans le programme européen du cadre financier.

Nous avons également souhaité que l'Union bancaire puisse continuer à être mise en œuvre tout au long des prochains mois. C'est déjà beaucoup pour un programme de travail. Mais j'approuve entièrement les deux objectifs que la Présidente a souhaité assigner au prochain semestre, c'est-à-dire l'énergie, l'interconnexion des réseaux, une politique énergétique au niveau européen. Et, second objectif, le partenariat oriental, c'est-à-dire que nous avons besoin de clarifier nos relations avec des pays voisins, de poser des conditions pour engager un rapport de travail avec eux. C'est dans cet esprit-là que nous soutenons pleinement les objectifs de la présidence lituanienne ».

MME DALIA GRYBAUSKAITE : « Mesdames et Messieurs, nous avons aujourd'hui évoqué tous les sujets principaux qui seront couverts durant notre présidence du Conseil de l'Union européenne. Demain, je me rendrai à Strasbourg, pour présenter ce programme, puis à Berlin. Nous y parlerons du chômage et plus particulièrement de l'emploi des jeunes. La Lituanie connaît un certain nombre de problèmes économiques, nous avons évoqué l'intégration à développer l'Union bancaire, le chômage

Nous avons également parlé de la politique de voisinage, comment intégrer plus encore nos pays voisins. Nous savons quel est le programme à cet égard mais il nous faut donner encore un élan supplémentaire pour une plus grande intégration. Nous savons, notamment en ce qui concerne l'Ukraine, quels sont les progrès à accomplir.

Notre relation, quelle soit bilatérale ou au sein de l'Union européenne, est excellente. Je remercie la France en particulier pour le soutien quelle nous a apporté, y compris au sein de l'OTAN, en ce qui concerne notre espace aérien, nos relations économiques, la coopération militaire. Je me réjouis que nous puissions évoquer, à nouveau, toutes ces questions lors du Conseil européen qui se tiendra au mois de décembre.

Nous disposons d'une bonne base, à la fois en termes de relations bilatérales et de coopération au sein de l'Union. Je sais pouvoir compter sur le soutien de la France à l'occasion de la présidence lituanienne du Conseil. Nous pourrons, dans ce contexte, continuer à travailler ensemble sur tous ces sujets ».

QUESTION : « Monsieur le Président, la France a-t-elle reçu une demande de sa part de Monsieur SNOWDEN ? Quelle est sa réponse ? »

LE PRESIDENT : « Nous n'avons pas encore reçu de demande particulière venant de Monsieur SNOWDEN. Je sais simplement, par voie de presse, qu'il a adressé à 25 pays une telle demande. Mais rien, en ce moment, officiellement, du côté de Monsieur SNOWDEN pour la France. Je n'ai pas, ici, à faire plus de commentaires. Ce que je crois, c'est qu'il est nécessaire que l'Europe ait une position coordonnée, commune par rapport aux exigences que nous avons à formuler et aux explications que nous avons à demander. Merci ».

